



UNIVERSITÄTS-
BIBLIOTHEK
HEIDELBERG

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 14 (1986)

DOI: 10.11588/fr.1986.0.52958

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

des ministres ou devant le Conseil supérieur de la guerre, il agit avec efficacité en libérant le pays, en réarmant. Bref, chose peu commune dans la France contemporaine, M. Thiers gouverne au sens fort du terme. D'où son extraordinaire popularité, constatent les deux auteurs, qui, de la revue de Longchamp, jusqu'à ses funérailles au Père Lachaise en septembre 1877, ne lui fait pas défaut, n'en déplaise à ses détracteurs sévissant dès les années 1880.

En résumé, un livre désormais indispensable pour comprendre la France du XIX^e siècle. On peut toutefois regretter quelques lacunes: la question du mariage espagnol en août 1836, la signification réelle du plébiscite du 8 mai 1870 qui est moins une acceptation de l'Empire que le rejet de l'agitation révolutionnaire. On doit aussi remarquer la méconnaissance de la grande révolte kabyle, premier défi d'ordre colonial de la III^e République qui mobilise autant d'hommes que pour la répression de la Commune, mais pour une plus longue période. Ces derniers aspects sont heureusement développés dans l'œuvre magistrale, toute d'érudition, consécration d'une riche carrière, que le professeur Pierre Guiral vient de faire paraître, quelques semaines après le livre de Bury et Tombs sur Adolphe Thiers. 1986 aura donc été l'année de réhabilitation d'un homme qui a marqué son siècle.

Jean-Charles JAUFFRET, Evreux

Allan MITCHELL, *Victors and Vanquished. The German Influence on Army and Church in France after 1870*, Chapel Hill & London (The University of North Carolina Press) 1984, XVII-354 p.

Le présent volume est la seconde partie d'une trilogie consacrée à l'influence allemande sur la France après 1870; un compte-rendu ici même portant sur le volume précédent: *The German Influence... The Formation of the French Republic*, n'avait pas pleinement rendu justice au propos de l'auteur, se surprenant de ce qu'il n'évoque pas ce qui constitue la matière de ce nouveau volume. Après la politique et l'économie, voici le tour des questions militaires, religieuses et scolaires, traitées en deux parties successives. L'intention est toujours la même: montrer qu'une claire compréhension de la vie publique française passe notamment par une juste appréciation des relations entre celle-ci et l'Allemagne. L'armée et l'Eglise ont ceci de commun, selon l'auteur, qu'elles étaient en situation marginale vis-à-vis des institutions républicaines et étaient toutes deux des organisations hiérarchiques, affrontées l'une comme l'autre à des réformes telles que le service militaire obligatoire et l'obligation scolaire. L'affaire Dreyfus sert ici de tournant essentiel d'une histoire où l'Eglise comme l'armée se trouvent profondément impliquées.

Appuyé notamment sur les procès-verbaux du Conseil supérieur de la Guerre, créé en 1872, et ceux du Conseil supérieur de l'Instruction publique, niveaux de décisions jugés plus révélateurs que le débat public, l'auteur entend décrire la perception qu'avaient les Français des exemples allemands. Celle-ci ne va pas sans déformation: ainsi la simplification abusive du système allemand d'enseignement secondaire allemand, vu comme une structure duale: le *Gymnasium* et la *Realgymnasium* (l'enseignement moderne), alors que l'*Oberrealschule* constituait bien une troisième voie. La première partie comprend plus d'une centaine de pages consacrées à la question militaire et placées sous le signe de la réflexion du colonel Jules Lewal (général et commandant de l'Ecole de Guerre en 1877) qui, dans le *Journal des Sciences militaires*, en 1872, estimait que l'exemple prussien était «the most useful stimulant» pour la réforme militaire française. Dans *La France et son armée*, Charles de Gaulle en 1938 constatait de même: «dans l'ordre militaire comme dans les autres, l'esprit français va subir longtemps l'influence de la pensée germanique». A. Mitchell donne des exemples de cette réflexion sur la guerre perdue. La réorganisation des voies ferrées s'inspire de la méditation sur le rôle joué par les chemins de fer dans la stratégie prussienne. En ce sens, A. M. estime que

Freycinet dont l'action au ministère de la Guerre fut considérable est le vrai vainqueur de la Marne. Sur bien des points: l'évolution du système de fortifications, les réformes de l'artillerie, le rôle de l'Etat-Major (qui n'a pas la même autorité politique qu'en Allemagne), sont données des informations originales, qui appelleront peut-être la discussion des spécialistes. Chacun s'accordera en tout cas à convenir que la perspective inéluctable d'un conflit armé entre la France et l'Allemagne rend l'influence de celle-ci constamment présente dans les préoccupations et les initiatives des chefs militaires français.

Dans la seconde partie, s'entremêlent selon les chapitres questions religieuses et questions scolaires. A. M. reprend divers aspects de la politique religieuse, dont le problème de la nomination des évêques sous Jules Simon, mais on peut estimer que les analyses s'écartent ici du propos du livre, mêmes si l'anticléricalisme du *Kulturkampf* n'a pas été sans susciter réflexions et réactions en France. La référence à l'Allemagne s'impose davantage à propos des questions d'éducation. La position de Duruy est déjà bien connue. A. M. confirme le souci constant qu'eut l'administration de l'Instruction publique au sujet du retard sur l'Allemagne: la défaite ne fit que l'aviver. Unies dans les attributions d'un même ministre, comme souvent sur le terrain scolaire, l'Eglise catholique et l'Instruction publique sont englobées dans les mêmes accusations. La première est regardée par les républicains comme responsable des faiblesses de la seconde: la décision prise en 1879 par la municipalité de Toulouse de laïciser ses écoles préfigure les luttes ultérieures. «Nous avons des emprunts perpétuels à faire à nos voisins», écrit cependant le nouveau ministre Jules Simon qui, dans des domaines tels que la gymnastique à des fins militaires, le développement des études historiques et géographiques, et surtout la tentative de réformer les études médicales, veut relever le défi allemand. La troisième grande école de médecine, créée à Nancy, dotera la France, espère-t-il, d'un «vaste atelier» pour assimiler et transmettre la technique allemande. Mais la volonté de réformes se heurte aux pesanteurs du Conseil supérieur, installé sous Mac-Mahon en 1873: les obstacles pédagogiques et politiques, A. M. le montre bien, sont aussi puissants que les difficultés financières.

La coloration cléricale du gouvernement d'Ordre Moral fut interprétée par Manteuffel, général en chef des forces d'occupation allemandes, comme favorable à un sentiment de revanche contre la Prusse antipapiste. L'atmosphère ultramontaine lui donne apparemment raison, tandis que s'efface en France la tradition gallicane. L'anticléricalisme français, qui vient de loin, fait augurer en 1878 à l'ambassadeur Hohenlohe un *Kulturkampf* en France, si le nouveau pape Léon XIII soutient ouvertement le parti cléricale. Il n'est pas véritablement d'analogie en ce domaine avec l'Allemagne: il n'y eut ni développement des Vieux catholiques ni du gallicanisme, de même qu'en 1870, au Concile, il n'y avait pas eu d'alliance franco-allemande contre l'infailibilité.

De l'histoire des lois scolaires républicaines, A. M. retient que les Français faisaient des emprunts éclectiques à l'Allemagne. L'ordre primaire a été le moins directement influencé: les divergences tiendraient à la différence de composition religieuse des deux pays, et à un mouvement de sécularisation plus fort alors en France. Demeure la considération à l'égard de l'organisation allemande: la complexité de l'organisation pédagogique de Buisson, qui puise pourtant dans un passé déjà long, évoque pour l'auteur celle des divisions militaires adoptées par le Conseil supérieur de la Guerre, calquées sur l'Allemagne... Une vision comparative beaucoup plus explicite a présidé à la réforme de l'enseignement secondaire. Dans un article tout à la louange de Ferry, le directeur de la «Revue internationale de l'enseignement», Dreyfus-Brisac, qui a fait en 1878 le voyage de Bonn, se livre à une comparaison détaillée entre les programmes du lycée et ceux du gymnase. Il conclut à la supériorité des méthodes allemandes, parce qu'elles sont inductives, et décèle même une ressemblance entre les mesures de Ferry et les réformes de la Prusse au temps de Napoléon. C'est à l'exemple de l'Allemagne que le Conseil supérieur est invité à redonner vigueur à l'enseignement secondaire spécial, en suivant le modèle de la *Realschule*. L'échec, après le départ de Ferry, est imputable à l'indéracinable prestige des humanités classiques et à des raisons financières: on ne suivit pas d'assez

près l'exemple de l'enseignement réel, en refusant à l'enseignement spécial des locaux qui lui fussent propres. La préparation des futurs étudiants en médecine et ingénieurs restait donc inadéquate.

Le principal objet d'admiration pour les observateurs français résidait dans les universités allemandes. Dreyfus-Brisac encore, Gabriel Monod, Marcellin Berthelot, Seignobos, Lavisie prônent la « science » allemande. La réforme républicaine de l'enseignement supérieur introduit en France les maîtres de conférences, vus alors comme une équivalence des *Privatdozenten*; une augmentation des crédits permet des constructions, avec des salles de séminaires et des bibliothèques. Le modèle pédagogique allemand du séminaire, que veut imiter la conférence française, s'impose. La différence n'est pas très sensible entre les deux pays pour le nombre des étudiants, sauf en médecine et en théologie. Elle est surtout d'ordre géographique et financier. Paris, la plus grosse université du monde par sa fréquentation, s'oppose à l'indigence provinciale, face aux vingt et une universités allemandes; aussi bien la France délivre-t-elle deux fois moins de doctorats que l'Allemagne. La faiblesse relative est ressentie surtout en sciences. Cette situation inspire la réforme de Liard qui aboutit dans les années 1890 à la constitution de nouvelles entités administratives, les universités, qui regroupent les facultés d'un même lieu et sont disséminées sur le territoire français.

L'auteur estime qu'en 1893, les leçons de la défaite, une fois assimilées, ont été traduites en lois. Sans doute veut-il trop prouver, en attribuant à cette défaite des institutions qui seraient sûrement nées sans elle, comme l'instruction primaire obligatoire ou la recherche de centres universitaires provinciaux. Il n'empêche que l'esprit dans lequel ont été discutées et adoptées nombre de mesures est imprégné de la hantise du déclin et du désir de relever la nation de l'humiliation subie. De là relève la tendance, notée en conclusion, à identifier les notions de « moderne » et d'« allemand ». Quant au « déclin », une bonne connaissance des récents travaux américains et allemands sur ce thème, jointe à ses propres investigations, conduit A.M. à réfuter les arguments « antidéclinistes ». Compte tenu des nuances à apporter selon les secteurs et les divers aspects considérés, du fait que les efforts, en France et en Allemagne furent comparables en proportion, la France, durant les trente dernières années du siècle, se trouvait distancée de beaucoup, particulièrement par sa situation démographique.

Au total, un ouvrage neuf par les sources et le propos auquel ne pourront manquer de se référer tous ceux qui aspirent à élargir leur compréhension de l'histoire de la III^e République.

Françoise MAYEUR, Lille

Adolf LAUFS, Eduard Lasker. Ein Leben für den Rechtsstaat, Zürich, Göttingen (Muster-Schmidt-Verlag) 1984, 151 p. (Persönlichkeit und Geschichte, 118/119).

Le petit livre de M. Laufs apportera sans aucun doute la solution à plusieurs paradoxes qui, pour le lecteur français, hypothèquent le XIX^e siècle allemand. En matière politique c'est bien le sentiment national conservateur voire pangermaniste exacerbé par la victoire de 1870, qui semble dicter les comportements. Or, à y regarder de plus près les éléments progressistes l'emportent assez souvent dans les élections et les votes parlementaires. Et pour l'historien du droit qui s'en tiendrait aux idées reçues ou à ce que lui apprennent les « Considérations intempestives » de Nietzsche, l'époque ne paraît-elle pas outrageusement dominée par le traditionalisme plus ou moins romantique que concrétise l'« Ecole Historique » ? N'est-elle pas par ailleurs paralysée par la multiplicité de savantes abstractions philosophiques dont aucune ne s'impose ? Pourtant c'est bien l'Empire allemand d'après 1870 qui élabore la législation la plus adaptée aux nouveautés scientifiques et industrielles, et qui – surtout – met en place les principes et les structures constitutionnels de l'« Etat de Droit » ainsi qu'un Code Civil que l'Europe admirera à l'instar de celui de Napoléon. L'auteur, à la fois historien et juriste,